Le pouvoir aux travailleurs

22 Février 2020

N° 262

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Augmentation de la prime de transport, le compte n'y est pas pour les travailleurs

Éditorial

LE RETOUR DE LA GUERRE CIVILE DE 2010 EST LOIN D'ÊTRE IMAGINAIRE ! Page 3

AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT : LE COMPTE N'Y EST PAS ! Page 4

PILLAGE DES RICHESSES D'UN CÔTÉ ET AUMÔNE DE L'AUTRE ! Page 8

INVASION DE CRIQUETS EN AFRIQUE : LES MOYENS DE COMBATTRE CE FLÉAU SONT ENTRE LES MAINS DES CAPITALISTES Page 13

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LE RETOUR DE LA GUERRE CIVILE DE 2010 EST LOIN D'ÊTRE IMAGINAIRE !.....	3
- AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT : LE COMPTE N'Y EST PAS !……..	4
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : L'ARGENT CIRCULE…SAUF DANS LA POCHE DES TRAVAILLEURS	4 - 5
- UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL ..……..	5
- LE CALVAIRE DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS ...……...	5 - 6
- PILLAGE DES RICHESSES D'UN CÔTÉ ET AUMÔNE DE L'AUTRE !.....	7
- PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE. LES AUTORITÉS VOLONTAIREMENT HORS SUJET..……	7 - 8
- DÉGUERPISSEMENTS : QUAND LES FORCES DE L'ORDRE SE COMPORTENT COMME DES HORS-LA-LOI …….....	8 - 9
- CES CHEFS QUI N'ONT PLUS RIEN DE TRADITIONNEL ! …….....	9 - 10
- ENRÔLEMENT POUR LA CNI, Y A PROBLÈME……	10
- C'EST LA MISÈRE ET L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT QUI POUSSENT LES GENS À RECOURIR AUX MÉDICAMENTS DE LA RUE !.	11
- DRAME À PORT-BOUËT : LES CHIENS DE LA MAIRIE BLESSENT UN ENFANT ……	12
- INVASION DE CRIQUETS EN AFRIQUE : LES MOYENS DE COMBATTRE CE FLÉAU SONT ENTRE LES MAINS DES CAPITALISTES ……	13
- LES RICHES S'ENRICHISSENT TOUJOURS PLUS ……	14

E d i t o r i a l

LE RETOUR DE LA GUERRE CIVILE DE 2010 EST LOIN D'ÊTRE IMAGINAIRE !

Les gens du pouvoir nous expliquent aujourd'hui que ce qui s'est passé en 2010 ne peut pas se reproduire en 2020, quelle que soit la gravité de la crise entre les différents prétendants à la mangeoire.

Rappelons que ce qui avait entrainé les massacres des populations en 2010, c'était le fait que ceux qui étaient au pouvoir et qui étaient là avant tout pour « manger », ne voulaient pas céder leurs places juteuses à d'autres.

Aujourd'hui, 10 ans après, ce sont les partis de Bédié, de Laurent Gbagbo, de Soro Guillaume et de leurs alliés qui veulent eux aussi passer ou repasser à la soupe. Et c'est le clan de Ouattara qui ne veut pas quitter la marmite. Leurs opposants les accusent d'avoir verrouillé la Commission Électorale Indépendante (CEI), comme l'avait fait en son temps Gbagbo.

Les défenseurs du pouvoir actuel nous expliquent que là s'arrêtent la ressemblance entre 2010 et 2020. La grande différence, selon eux, c'est qu'en 2010, Gbagbo avait instrumentalisé l'armée et créé ses propres milices tandis qu'à l'opposé, Soro Guillaume et ses alliés avaient fait de même. Aujourd'hui, toujours selon eux, aucune milice n'existerait dans le pays. De même qu'aucun pays limitrophe de la Côte d'Ivoire n'abriterait des forces armées susceptibles d'attaquer le pouvoir en place. Guillaume Soro, lui-même, vivant aujourd'hui en exil loin en Europe, ne pourrait diriger une quelconque milice armée.

Continuant dans ce raisonnement, ces défenseurs du pouvoir actuel nous disent que la majorité des opposants actuels qui font du bruit, baisseront leurs ardeurs aux lendemains des législatives qui suivront les présidentielles, en échange de quelques strapontins ministériels. Cela est possible mais rien ne dit qu'il y aura une place au soleil pour tous les prétendants et que ceux-ci ne seront pas tentés de recommencer à mettre le pays à feu et à sang pour parvenir à leurs fins. Ces politiciens, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition actuelle, ont déjà démontré qu'ils sont capables du pire pour se hisser ou se maintenir au sommet du pouvoir. Croire qu'ils ont changé serait une erreur.

L'armée actuelle, elle-même, peut une nouvelle fois se scinder en deux, voire en trois et rejoindre un des camps en fonction de leur ethnie ou de leur région. Quant aux milices armées, chacun sait qu'avec le chômage et la misère, ces choses-là peuvent se monter en un rien de temps. De surcroît, ce ne sont pas les armes qui manquent dans ce pays !

Ce qui est certain c'est que, comme en 2010, si les populations pauvres laissent tous ces gens distiller encore une fois la haine, l'ethnisme et la xénophobie, dans leur villes, villages, quartiers ou cours communes, sans s'y opposer, ils risquent de payer chèrement les conséquences de cette rivalité entre clans de politiciens assoiffés de pouvoir.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT : LE COMPTE N'Y EST PAS !

Le gouvernement vient d'accorder une augmentation de la prime de transport de 5000 F pour les travailleurs exerçant à Abidjan et de 3000 F pour ceux des villes de l'intérieur. Ainsi, à Abidjan cette passe de 25000 F à 30000 F. À Bouaké de 21000F à 24 000F. Dans les autres villes du pays, elle passe de 17 000 F à 22.000 F. Cette augmentation est intervenue suite à des discussions entre d'une part, le patronat représenté par la CGECI et la FIPME (deux associations représentant respectivement le grand patronat et les patrons des petites et moyennes entreprises) et d'autre part les grandes centrales syndicales comme l'Ugtci, Dignité, Fesaci. Ces messieurs-là ont discuté pendant des mois pour aboutir à cette petite augmentation de la prime de transport qui est loin de combler ce que les travailleurs ont perdu après 11 ans de blocage. C'est la montagne qui accouche d'une souris.

À entendre les dirigeants des grandes centrales syndicales exprimer leur satisfaction, on ne peut qu'être scandalisé.

Rien que pour rattraper tant soit peu le pouvoir d'achat perdu par les travailleurs depuis des décennies, il aurait fallu au minimum tripler les salaires. Mais ça les travailleurs ne pourront l'obtenir que par une forte mobilisation capable de l'imposer au patronat et au gouvernement à son service.

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : L'ARGENT CIRCULE…SAUF DANS LA POCHE DES TRAVAILLEURS

On assiste en ce moment à ce qu'on pourrait appeler une ruée des banques sur la zone industrielle de Yopougon. Les grandes enseignes sont représentées, à commencer par la SGBCI, la SIB, la BICICI, BACI ECOBANC et bien d'autres moins connues. Elles s'installent sur le flanc de certaines usines ou, quand il n'y a pas de place où les installer, des pauvres sont chassés de leurs habitations pour leur faire de l'espace.

Elles sont sans doute attirées par les bonnes odeurs des affaires comme des mouches par les excréments. Ceci est le signe qui atteste un accroissement significatif du flux financier dans cette zone. Les affaires vont très bien pour les patrons qui y sont installés. Mais pour les travailleurs, la situation continue de se dégrader. Comment pourrait-il en être autrement si partout, les embauchés sont remplacés par des journaliers, si les salaires sont bloqués tandis que la production augmente.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Si nous ne voulons pas être des éternels laissés-pour-compte c'est à nous de nous mobiliser pour réclamer notre part de richesse.

UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

259 enseignants du public ont eu leurs salaires du mois de janvier suspendus Leur crime c'est d'avoir observé une grève de trois jours, du 28 au 30 janvier, pour réclamer au gouvernement de meilleures conditions de vie et de travail. Un mois de salaire entier coupé pour à peine trois jours de grève, c'est un scandale. C'est une atteinte au droit de grève, une offensive contre le monde du travail.

Au-delà de cela, c'est un avertissement que donne le gouvernement aux travailleurs du public, mais aussi à ceux du privé. Il compte ainsi faire taire toute revendication venant du monde du travail. Il le fait parce qu'il voit bien qu'en face, les travailleurs ne sont pas suffisamment organisés pour donner une réplique conséquente.

Si nous ne voulons pas être totalement écrasés par le gouvernement et le patronat qui nous exploitent, c'est à nous de nous organiser et de nous mobiliser pour que la peur change de camp.

LE CALVAIRE DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Pour soit disant pallier le manque criant d'enseignants dans les établissements publics, l'État a depuis quelques années lancé des recrutements directs. Cela se traduit par une précarisation de la fonction d'enseignant et à l'institutionnalisation de la formation au rabais des jeunes élèves.

Une fois recruté, ces enseignants bénéficient d'à peine quelques mois de formation et sont envoyés aux quatre coins du pays, plus particulièrement à l'intérieur du pays car car c'est là que le besoin d'enseignant est le plus grand. Ils sont affectés sans le moindre sou. C'est à l'enseignant fraichement affecté de se trouver un logement. Il doit se débrouiller pour manger, pour payer son transport le temps que le premier salaire tombe. Et quel salaire ? Pour ces enseignants il est fixé à 100.000 F, autant dire une misère.

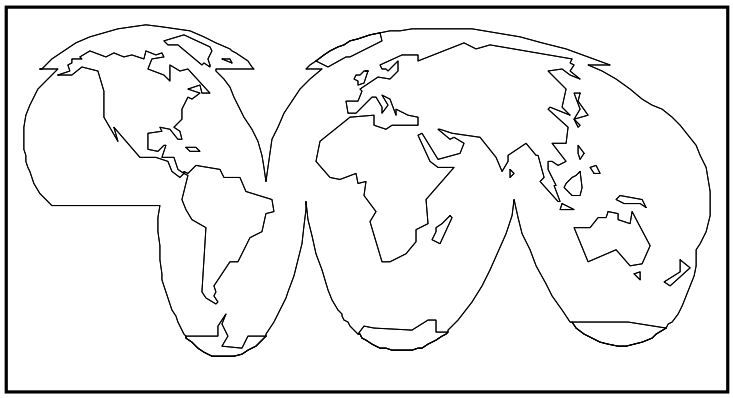
Pour certains d'entre eux, en plus de la matière pour laquelle ils sont spécialisés, ils doivent enseigner une deuxième matière dans laquelle ils ne sont pas forcément compétents. C'est ainsi qu'on demandera à un professeur de sciences physique, par exemple, d'enseigner les sciences naturelles ou à un professeur d'anglais d'enseigner l'éducation physique et sportive.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans ces conditions comment ces enseignants peuvent être motivés pour faire leur travail consciencieusement. Tout ceci a un impact direct sur la qualité de la formation donnée aux élèves.

Les autorités crient à qui veut l'entendre que l'éducation est sa priorité. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PILLAGE DES RICHESSES D'UN CÔTÉ ET AUMÔNE DE L'AUTRE !

Le Premier Ministre et ses pairs continuent de faire leurs tournées en vue de l'élection présidentielle prévue pour cette année. Partout où ils passent, ils se mettent bien en vue devant les caméras et font des « dons aux populations », aux côtés des notables locaux qui leur servent de relais.

Ainsi, à Sassandra, ils sont venus avec 200 arrosoirs, 200 paires de bottes, 50 brouettes, 10 glacières, etc. Gon Coulibaly a fait aussi savoir qu'il est venu avec une enveloppe de quatre millions de francs pour financer tel ou tel projet.

Ces politiciens se comportent comme des gens faisant de l'aumône à des mendiants. Mais comment se fait-il que la grande majorité de la population s'enfonce toujours plus dans la misère alors que par ailleurs les gens du pouvoir n'arrêtent pas de dire que l'économie ivoirienne fait des bonds en avant ? La réalité est que les principales sources de revenus agricoles (café, cacao, coton, anacarde, hévéa, palmier, etc) sont littéralement pillées depuis des décennies. Qu'est-ce qu'il en reste vraiment pour les populations qui produisent pourtant toutes ces richesses, génération après génération ? Pas grand-chose ! Même les routes sont délabrées, les hôpitaux publics sont des mouroirs pour pauvres. Pendant que les milliards s'accumulent entre les mains d'une toute petite minorité de parasites et d'exploiteurs, la grande majorité de travailleurs et de petits paysans mène une vie de plus en plus misérable.

Tout cela témoigne surtout d'une société barbare, malade du capitalisme.

PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE. LES AUTORITÉS VOLONTAIREMENT HORS SUJET

Récemment, le ministre du Commerce a présenté un projet de mise en place d'un « indicateur économique » pour selon lui « *mieux appréhender le phénomène de la vie chère tel qu'il est vécu par les populations ivoiriennes afin d'orienter avec précision les programmes, plans et politiques publiques de lutte contre la vie chère* ».

Ces gens-là, plutôt que de chercher à régler les problèmes réellement, passent leur temps à brasser de l'air pour faire croire qu'ils font quelque chose.

L E U R S O C I E T E

On se rappelle que le gouvernement avait déjà pris des mesures allant dans le même sens. Elles ont toutes été inefficaces puisque, comme il fallait s'y attendre, elles ne touchent pas au problème réel qui est le pouvoir d'achat de la population. Il y a eu entre autres l'affichage des prix, le contrôle des instruments de mesure qui avait donné lieu à des opérations de racket, il y avait même la création d'un soi-disant conseil nationale de lutte contre la vie chère et enfin le plafonnement des prix des produits de première nécessité. Aujourd'hui, c'est au tour de l'indicateur.

Si ce gouvernement voulait vraiment lutter contre la vie chère, il commencerait d'abord par augmenter de façon significative les salaires des travailleurs ne serait-ce que pour rattraper le pouvoir d'achat perdu et il indexerait les salaires sur le cout réel de la vie.

Mais attendre cela d'un gouvernement entièrement au service du patronat, c'est comme attendre du lait d'un bouc. Les travailleurs ne pourront compter que sur leur union et leur force collective pour l'imposer.

DÉGUERPISSEMENTS : QUAND LES FORCES DE L'ORDRE SE COMPORTENT COMME DES HORS-LA-LOI

Depuis le 15 janvier 2020, la Société de développement des Forêts (SODEFOR) mène une opération de déguerpissement des paysans dans les zones protégées de plusieurs localités dans l'ouest du pays.

Dans la Forêt classée de Rapides-Grah, située à cheval sur les départements de Méagui et de San-Pedro, dans une opération menée conjointement par les agents des Eaux et Forêts, la Gendarmerie nationale et les Forces armées de Côte d'Ivoire, les habitants de 8 villages et plus d'une dizaine de campements ont été déguerpis.

À Guigbagui (Bandikro), village de plus de 20.000 âmes et bâti sur ce site depuis plus de 60 ans voici ce que décrit un témoin : «Les forces de l'ordre ont, à l'aide des machines, détruit sur leur passage l'école primaire de 12 classes qui est le seul centre d'examen ici, le dispensaire, les commerces sans oublier toutes les habitations, tout a été détruit et brûlé. 8 chargements de cacao, des motos, des matelas d'un hôtel et le matériel du dispensaire, des bêtes ont été emportés par les visiteurs du jour. Des personnes ont signalé également la perte de sommes d'argent allant de 50 mille à plus d'un 1 million. Nos enfants n'iront plus à l'école. Les enseignants n'ont pas été épargnés par la furie des forces de l'ordre, leurs logements ont été également cassés».

L E U R S O C I E T E

Des populations occupant la forêt classée de Scio dans le Guémon, situé entre Bangolo, Guiglo et Bloléquin, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, ont aussi été traitées pareillement. Deux villages et des campements ont été incendiés par les forces de l'ordre. Le 7 février, les populations ont été affolés par des rafales d'armes. Les hommes en armes ont fait irruption dans leurs villages et campements ; ils ont sommés élèves et enseignants de vider les classes qui ont été incendiées par la suite. Les populations ont échappé à la violence en se sauvant dans la brousse. Les campements et les villages ont été entièrement incendiés ne laissant même pas la possibilité aux populations de sauver le moindre bien. Comme en témoigne le chef d'un des villages incendiés : « Ils m'ont menacé avec leurs armes et ont refusé que je sauve même une aiguille. Ils ont chassé les enseignants et brûlé leurs résidences ainsi que l'école..., nous avons tout perdu.»

Le problème de terres agricoles est récurrent en Côte d'Ivoire. Avec la croissance de la population et le manque de perspective ailleurs, les paysans se sont installés au fur à mesure dans des aires protégés, y fondant des villages et des campements. L'État les y a souvent accompagnés en y bâtissant écoles, centres de santé et autres infrastructures socioéconomiques.

Par exemple, dans la forêt classée de Scio, vaste de 88 000 hectares, à cheval sur les régions du Cavally et Guémon, on dénombre 36 villages (dont 4 ont été incendiés), 21 écoles primaires et plus de 40 000 habitants. Cette situation est plus ou moins le cas de toutes les aires protégés du pays.

L'État en appliquant des méthodes de guerre pour déguerpir les populations, envenime la situation foncière déjà très problématique dans le pays et montre tout le mépris qu'il a pour le sort des petits gens.

Pourquoi des mesures aussi brutales maintenant après avoir laissé faire les choses pendant des décennies ? Est-ce pour réagir aux critiques de l'Union Européenne sur la déforestation? Quoi qu'il en soit, il n'est pas acceptable que du jour au lendemain des milliers de personnes soient privées de leurs foyers et de toutes leurs sources de revenus et jetées manu militari dans la nature sans mesure d'accompagnement, ni compensation.

CES CHEFS QUI N'ONT PLUS RIEN DE TRADITIONNEL !

Le journal gouvernemental Fraternité-Matin a relaté sur plusieurs pages l'intronisation du 32ème chef de village de Grand Alépé. Chacun de ses prédécesseurs aurait régné en moyenne durant 10 ans, ce qui ferait remonter ce rite à plus de 300 ans.

L E U R S O C I E T E

Aujourd'hui ces « chefs » n'ont plus rien de traditionnels, mis à part leurs tenues d'apparat qui leur servent surtout de tenue de camouflage. Les plus influents d'entre eux sont entretenus par le gouvernement. Ils roulent dans des véhicules 4 x 4 rutilantes aux frais des contribuables. Ils n'habitent plus dans les cases traditionnelles d'antan mais dans des villas bien climatisés

En retour, le gouvernement et les capitalistes attendent d'eux qu'ils utilisent leur position sociale pour contenir d'éventuelles révoltes des populations qui viendraient remettre en cause l'ordre social établi. Cet ordre social capitaliste profondément injuste où une minorité de parasites détient toutes les richesses pendant que la grande majorité des travailleurs qui produisent pourtant ces mêmes richesses croupissent dans la misère.

ENRÔLEMENT POUR LA CNI, Y A PROBLÈME

Le gouvernement vient de faire le lancement officiel des opérations d'enrôlement pour l'obtention et le renouvellement des Cartes Nationales d'Identité (CNI). Cette opération concerne 11 millions de personnes et est sensée durer 3 mois.

Il y a 6 millions de personnes dont les cartes sont arrivées à expiration en juin 2019 et qui ont été reconduites par décret pour un an. S'y ajoute 5 millions de nouveaux majeurs qui doivent avoir leur première carte.

Pourtant à travers tout le pays il n'y a que 108 centres d'enrôlement. Des communes comme Abobo et Yopougon avec plus d'un million d'habitants n'ont qu'un seul centre d'enrôlement. Dans l'unique centre de Yopougon, il n'y a que trois postes. Dans ces conditions, il risque d'y avoir des queues interminables et toutes les magouilles qui vont avec.

C'est comme si les autorités ne sont pas pressées ou ne tiennent pas à ce que les populations aient des cartes d'identités. Parce qu'à cette allure-là, il faudra plus de 3 mois pour l'enrôlement. En comparaison de 2009, il y avait 11000 centres d'enrôlement pour 3 millions de personnes.

Le problème est que les tenants du pouvoir et autres partis politiques lient la confection des CNI aux élections. Pourtant c'est une pièce administrative importante pour les populations, elle est demandée dans nombre d'opérations de la vie courante.

L E U R S O C I E T E

C'EST LA MISÈRE ET L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT QUI POUSSENT LES GENS À RECOURIR AUX MÉDICAMENTS DE LA RUE !

Le Comité National de Lutte contre la Contrefaçon (CNLC) s'est associé à une entreprise allemande pour lutter contre les médicaments contrefaits ou de qualité douteuse. Une application informatique nommée « AUTHENTIC » installable sur le téléphone portable permettra de vérifier l'authenticité et la date de péremption des médicaments.

Pour justifier cette lutte, le comité met en avant la progression des Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC), de l'insuffisance rénale et autres maladies. Selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), les médicaments antipaludiques contrefaits sont responsables de plus de 200 000 décès par an !

Mais la véritable raison qui pousse l'Etat ivoirien à agir contre la prolifération des faux médicaments est avant tout financière ; c'est le manque à gagner de 10 milliards dans les caisses de l'État.

Certes, on nous dit que près de 2 000 tonnes ont été saisies sur 5 ans et que les saisies se multiplient au marché Roxy. Ce n'est qu'une goutte d'eau par rapport à l'énormité du trafic que l'État a laissé proliféré durant de nombreuses années. Les conséquences sur la santé sont terribles et cela rend encore plus criminel le fait de ne pas prendre ce problème à bras-le-corps avec de vraies mesures au lieu de se cantonner à des opérations « coup de poing » soigneusement médiatisées.
Quels que soient les moyens de répression, les vendeurs de ces médicaments continueront de les vendre car c'est ainsi qu'ils nourrissent leurs familles. Ils se cacheront juste un peu plus.

Quant aux personnes qui utilisent les médicaments de la rue, elles savent bien qu'elles prennent des risques. Mais quel autre choix ont-elles ? Les médicaments génériques sont moins chers mais ils ne sont pas toujours à la portée des patients. Ce ne sont pas toutes les pharmacies qui les ont. Les hôpitaux ne sont pas assez approvisionnés. Aller à l'hôpital et payer une consultation avant d'avoir une ordonnance alors qu'on a à peine de quoi survivre, est hors de portée pour une grande partie de la population

La Couverture Maladie universelle est censée baisser les coûts de santé mais encore faut-il que les hôpitaux soient approvisionnés et pourvus en personnel.

Lutter contre les médicaments contrefaits, c'est d'abord lutter contre la pauvreté, faire de telle sorte que tout le monde puisse se soigner dans des structures sures, quels que soient ses revenus !

Nos lecteurs nous écrivent

DRAME À PORT-BOUËT : LES CHIENS DE LA MAIRIE BLESSENT UN ENFANT

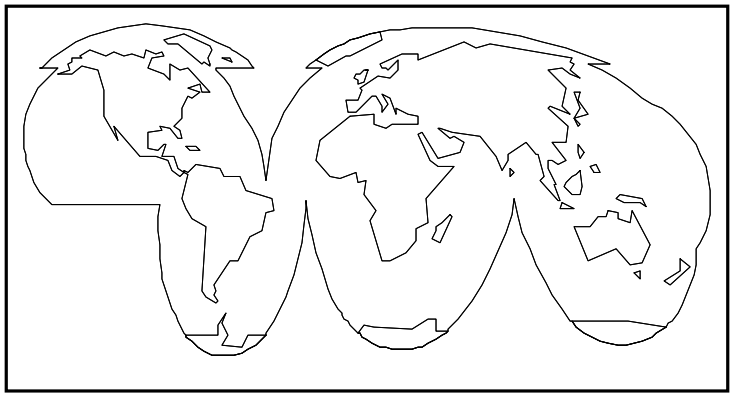
Les agents de la Mairie se font accompagner de chiens bergers allemands pour surveiller l'abattoir. Ils veulent empêcher les vendeurs de vendre hors de la cour de l'abattoir.

Malheureusement, un de leurs chiens a mordu un enfant âgé de 4 à 5 ans Le chien a presque arraché le mollet de l'enfant. Celui-ci n'a crié qu'une seule fois, tellement la douleur était atroce. À la suite de cela, il a été transporté à l'hôpital qui se trouvait non loin. Cet hôpital a demandé à ce que l'enfant soit transféré au CHU de Treichville parce qu'il n'avait pas les moyens matériels nécessaires pour le soigner.

Après son transfert, le Maire a convoqué toute la famille de l'enfant chez lui. Mais ça n'a pas été facile pour les agents de la mairie parce que la population s'est massivement levée contre eux. Un des slogans sur les pancartes étaient : « Abattons les chiens, le Maire a foutaise ». Les gens voulaient comprendre le drame. Ils posaient les questions comme :

- « Pourquoi les agents de la Mairie circulent avec des chiens en pleine ville ? »
- « Est-ce que nous sommes des voleurs pour que le maire envoie des chiens contre nous ?».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

INVASION DE CRIQUETS EN AFRIQUE : LES MOYENS DE COMBATTRE CE FLÉAU SONT ENTRE LES MAINS DES CAPITALISTES

Des centaines de milliards de criquets pèlerins envahissent actuellement la corne de l'Afrique, regroupés en gigantesques essaims qui dévorent toute la végétation sur son passage. Ces nuages de criquets mesurent environ 60 kms de long sur 40 kms de large. D'après les scientifiques, ces insectes sont capables de manger en un temps record l'équivalant de nourriture consommée par 80 millions de personnes.

Ces essaims qui dévastent les cultures ont déjà atteint le Kenya, l'Ethiopie, l'Erythrée, Djibouti, la Somalie, l'Ouganda, le Soudan et la Tanzanie. Ces derniers jours ils sont arrivés au Soudan du Sud. L'arrivée de ces criquets pourrait s'avérer catastrophique pour ce pays où 60% de la population est déjà menacée par la faim, en raison des effets combinés de la guerre, de la sécheresse et des inondations. Et puis à toutes ces calamités il faut ajouter le pillage impérialiste qui n'épargne pas l'Afrique de l'est. D'énormes quantités de fruits, de légumes, de fleurs quittent chaque jour le Kenya, la Tanzanie etc. en direction des grands marchés de gros, situés aux quatre coins de l'Europe. Des richesses du sous-sol tel que le pétrole font le bonheur des actionnaires des compagnies exploitantes.

La FAO estime qu'il s'agit de la « pire situation » qu'a connue la corne de l'Afrique en un quart de siècle. Il y a eu six grandes invasions de criquets au 20ème siècle dont la dernière s'est produite en 1987-1989. L'Onu estime à 70 millions de dollars la somme nécessaire pour lancer une campagne transfrontalière ne serait-ce que pour parer au plus pressé. Combattre cette invasion de manière durable nécessiterait des moyens colossaux hors de portée des budgets des pays concernés pris séparément. Les caisses des Etats peuvent être vides, mais les comptes en banques des dirigeants sont souvent remplis car ce n'est un secret pour personne, que ces gens corrompus détournent allègrement l'argent public.

La catastrophe est annoncée, la famine et la désolation sont entrain de s'abattre dès maintenant. A l'échelle de l'humanité les moyens de combattre cette calamité existent. Dans ce monde ce sont les capitalistes qui tiennent les cordons de la bourse. Ils ne les délieront que si les exploités qui produisent les richesses ainsi que les populations victimes du fléau s'unissent pour contraindre les capitalistes et les autorités à mettre les moyens nécessaires au service de la lutte contre l'invasion acridienne.

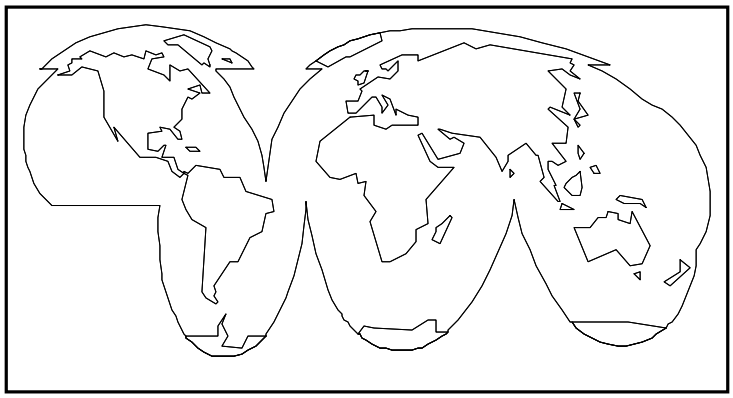
LES RICHES S'ENRICHISSENT TOUJOURS PLUS

Selon un rapport annuel d'Oxfam, un organisme lié entre autre à la Banque mondiale, la richesse des 1% les plus riches de la planète correspond à plus de deux fois la richesse de 90% de la population mondiale. Par exemple Bill Gates, un capitaliste américain qui s'enrichit toujours plus, possède aujourd'hui une fortune estimée à près de 100 milliards de dollars.

En revanche, selon ce même rapport, la pauvreté en 2018 ne s'est réduite que très peu. En Afrique subsaharienne cette pauvreté s'est même aggravée.

Cette situation est révoltante : ces riches sont riches de l'exploitation de milliards d'hommes et de femmes. Il est temps que les exploités trouvent les chemins de leur union pour renverser le système capitaliste car il mène toute l'humanité à la catastrophe.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.